

OXI = NON



Ce que révèle le referendum grec n'est pas seulement une question de dette et d'austérité, c'est l'expression même de la démocratie, qui concerne l'ensemble des peuples de l'Union européenne.

Le peuple grec s'est exprimé ! Il a refusé le diktat de la Commission européenne et du FMI ! Ce faisant il a réaffirmé le droit d'un peuple à choisir son destin politique et a exigé la reconnaissance de sa souveraineté nationale comme l'avait fait la France de De Gaulle en sortant de l'OTAN en 1966. Il a voté contre le diktat de la BCE, contre le diktat des marchés qui piétinent les droits fondamentaux de l'Homme.

Le résultat du referendum, avec plus de 61% de non, est porteur d'une immense espérance. Il marque la réaffirmation de la puissance du peuple grec et démontre que l'unité populaire se fait spontanément, quand un peuple dans son ensemble est attaqué et qu'il peut identifier l'ennemi

commun qui met en péril son essence même. Ce faisant c'est la conscience de son existence en tant que peuple qui ressurgit et les tentatives de l'Union européenne (UE) pour effacer cette conscience sont vaines, tout au plus peuvent-elles retarder l'échéance. C'est aussi de cette victoire de la démocratie que le vote grec témoigne.

Les memorandums imposés par la troïka, avec la complicité du gouvernement français, avaient entraîné, entre autre, dans l'indifférence générale une hausse de la mortalité, une baisse importante des salaires, des retraites et une dégradation de l'ensemble des services publics. En refusant cette logique, le peuple grec ouvre de nouvelles voies porteuses d'espérance pour l'Europe.

C'est cette logique qu'avec le peuple grec nous refusons, car il est urgent que la démocratie bafouée en France et aux Pays-Bas à la suite des référendums sur le TCE en 2005, redevienne une valeur fondamentale en Europe !

Les Grecs s'étant exprimés, nous pouvons maintenant porter des analyses sans risque d'interférer dans leur choix. Nous disons donc avec force que le bras de fer que le gouvernement Tsipras a été contraint d'engager, le comportement de la troïka, les mensonges éhontés de nos gouvernants - dont ceux de Michel Sapin sur le positionnement de l'Argentine et du Brésil*-, la campagne odieuse menée par des médias aux ordres des puissances financières, suffisent à montrer qu'il n'est pas de libre choix possible pour les peuples au sein de l'Union européenne. Celle-ci a été conçue, sous l'impulsion des États-Unis, comme un outil pour imposer un cadre institutionnel assurant la domination du capitalisme. Tout y est verrouillé et elle a maintes fois prouvé que son objectif n'est pas le bien-être des peuples. Croire que l'on puisse réellement transformer l'union de l'intérieur est une chimère.

Pour retrouver notre souveraineté nationale et populaire, pour mettre fin aux politiques de régression sociales, pour être solidaire avec les peuples de l'Union européenne écrasés par l' austérité, il y a un donc un objectif indispensable et urgent : sortir de l'Union européenne et de l'euro monnaie unique !

(*) Le ministre français des finances Michel Sapin, interrogé par Patrick Cohen sur France Inter le 29 juin 2015 a déclaré *« Le FMI ne répond pas devant des pays d'Europe, il répond de sa responsabilité devant l'ensemble des pays du monde. Et dans ces pays du monde, savez-vous ceux qui étaient les plus exigeants ? L'Argentine, le Brésil. Des pays qui avaient, par le*

passé, bénéficié de l'aide du FMI et qui posaient une question à la directrice générale [Christine Lagarde] : "Pourquoi êtes-vous plus flexible avec un pays européen que vous ne l'avez été avec nous ?" » Propos démentis par l'Argentine, - qui rappelle qu'elle soutient la Grèce et dénonce les politiques d'ajustements structurels imposées par le FMI - et par le Brésil.